

## ***STRATÉGIES DIRECTE & INDIRECTE : les voies de la puissance***

Le contexte géostratégique de l'après-guerre froide pose à la communauté internationale, avec une acuité inédite, la question fondamentale de la maîtrise de la conflictualité, en réalité celle de la cohérence du monde. A distance égale d'un ordre rendu utopique par la complexité moderne et considéré comme a-historique, eu égard et par respect des différences entre les peuples et les civilisations, et d'un désordre qui, prédateur ou anarchique, pervertit la cohabitation des Etats et inhibe la progression des sociétés, la cohérence apparaît en effet comme un objectif à la fois souhaitable et raisonnable. Or, tout indique aujourd'hui, à plus d'une décennie de la fin de l'ordre bipolaire, non seulement une « désorganisation » du monde, mais encore l'accentuation de graves déséquilibres, la persistance d'une conflictualité non maîtrisée, et surtout l'émergence de tendances chaotiques dans plusieurs régions de la planète.

Cette désorganisation n'est pas survenue par hasard. Elle est le fruit de l'histoire, la résultante de la victoire du libéralisme sur les systèmes totalitaires, l'effet de la volonté des démocraties de desserrer l'étau dans lequel vivaient les sociétés de l'ordre ancien et de leur rendre leur « spontanéité ». Mais elle pourrait aussi, par les excès que l'on constate ici et là de conflits inacceptables, par les régimes dictatoriaux qui se nourrissent de sa tolérance, contredire les efforts conduits, en particulier par les démocraties occidentales, vers cette cohérence devenue nécessaire du monde. C'est le rôle et l'intérêt bien compris des Etats – et parmi eux des ensembles dominants que constituent les Etats-Unis et les pays européens – de s'opposer au désordre, voire à l'anarchie, qui menacent le monde, puis, s'ils y parviennent, d'inventer des voies plus sûres pour l'avenir du monde.

Depuis vingt-cinq siècles environ – avec seulement quelques rares périodes de déclin – l'Occident a réussi à imposer son ordre au monde entier en répondant à la violence de celui-ci par une violence supérieure, en utilisant de façon systématique la confrontation des rapports de forces, ce que nous appelons la « stratégie directe ».

Depuis cinquante ans au contraire, de nouveaux modes de conflictualité, militaire, économique, psychologique ont eu tendance à supplanter la guerre interétatique, jugée désormais impraticable en raison des excès auxquels les belligérants s'étaient laissé conduire. Ces modes d'action avaient justement pour objet de s'affranchir ou d'annihiler les rapports de forces, pénalisant les « puissances » et contrariant leur action politique. A ce jeu qui s'apparente à la « stratégie indirecte », l'Occident a fait preuve d'un moindre talent, en tout cas d'un moindre succès, si on met toutefois la guerre froide hors concours.

Depuis que cette dernière a pris fin, et malgré une suprématie militaire, économique et technologique indiscutable des Etats-Unis, le jeu est devenu plus incertain, au détriment apparent de la puissance occidentale. Face à cette situation insaisissable et inquiétante, la communauté internationale se trouve confrontée à un dilemme : soit faire le *pari* de lutter contre la violence anarchique du monde par les seules vertus de la politique et de l'économie ; soit prendre le *risque* de répondre par une violence supérieure en portant le fer au cœur de la tourmente. La « tentation de l'Occident », sous l'impulsion du leader américain, est de revenir à son mode d'action traditionnel, celui qui lui a valu une si constante suprématie : la guerre.

## L'Occident et la guerre

« *L'histoire naît de la guerre et fait naître la guerre* », c'est du moins selon Edgar Morin<sup>1</sup> ce qui caractérise notre civilisation occidentale et qui explique que, depuis vingt cinq siècles, notre histoire soit confondue avec celle de la guerre. C'est à la guerre en effet, et à sa façon de la faire, que l'Occident doit sa suprématie sur les autres continents et civilisations. Cette domination, malgré quelques périodes de revers toujours utilisées pour rebondir et dues pour l'essentiel à des querelles intra-européennes, a été continue depuis ses origines grecques. Elle

remonte aux guerres médiques au cours desquelles les Grecs surent résister aux puissantes armées perses (Marathon - 490 av. J.C.), puis dix ans plus tard, sous le commandement de Thémistocle à Salamine (480 av. J.C.), infliger une défaite spectaculaire et décisive à l'impressionnante flotte perse. Elle s'exprime et se perfectionne à l'occasion de la guerre du Péloponnèse (431 - 404 av. J.C.), dont Thucydide décrit par le menu les mécanismes fondamentaux, en particulier l'articulation du couple guerre-paix et ce qu'il appelle la *techné* - ou raison technique - qui deviendra la stratégie. Par nécessité d'abord, par volonté politique ensuite, les Grecs ont fait le choix de la guerre ; ils ont inventé une organisation militaire et une pratique du combat qui, transmises et améliorées au cours de siècles, n'ont cessé de confirmer la supériorité du système politico-militaire occidental.

De la phalange macédonienne au Corps des *Marines*, en passant par la légion romaine, les Templiers, l'infanterie espagnole, la marine britannique, les armées prussienne et napoléonienne, les armées occidentales ont dominé, et souvent écrasé, tous leurs adversaires par un ensemble de qualités et de savoir-faire qu'aucune civilisation n'est parvenue à égaler jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle. Pour s'en convaincre et en comprendre les raisons, on pourra se reporter à l'ouvrage de l'historien anglais John Keegan<sup>2</sup> et au travail récent de Victor Davis Hanson<sup>3</sup>.

Le système mis au point par les Grecs au V<sup>e</sup> siècle avant notre ère le fut d'abord par nécessité. Leur infériorité numérique, leur relative pauvreté face à la puissance perse étaient flagrantes. Il leur fallut donc compenser ce que le rapport des forces avait pour eux de défavorable par une plus grande « intelligence » de la situation. Chaque rencontre avec l'envahisseur perse était décisive, parce qu'elle supposait un effort exceptionnel qui ne pouvait se reproduire que très rarement : les Grecs y jouaient leur survie en tant que peuples libres et entités politiques autonomes. Ils étaient donc contraints de s'organiser pour « livrer bataille » et faire en sorte par leur conduite que celle-ci entraîne l'anéantissement ou au moins la disparition durable de leur adversaire, et qu'elle soit suffisamment décisive pour signifier la fin de la guerre pour l'un des protagonistes. La bataille devenait la condition de la paix.

Cette organisation militaire nous est bien connue puisque nous la

perpétuons encore aujourd'hui : une masse compacte et disciplinée, équipée et entraînée, obligeant par son intrépidité l'ennemi à la confrontation et l'emportant par la détermination de citoyens soldats et par la maîtrise de techniques innovantes. Ce scénario se répétera tout au long des siècles, contraignant les adversaires successifs de l'Occident à des affrontements, voire à des carnages, le plus souvent étrangers à leur culture. Si les Occidentaux ont recherché l'anéantissement de l'ennemi, ils ont accepté d'en payer le prix, celui de la mort d'un grand nombre des leurs, élevée au rang de sacrifice suprême du citoyen pour sa patrie. La guerre est l'occasion par excellence de distinguer le héros et de valoriser le courage, le temps où se forge l'union sacrée des citoyens autour d'une conception de la collectivité et du sens de la vie.

Mais ce qui impressionne le plus dans l'efficacité militaire occidentale ressort de l'organisation et de l'armement des forces. Convaincues de l'importance décisive de la bataille - tradition reprise et amplifiée par l'école clausewitzienne -, les puissances occidentales, vont constituer leurs systèmes militaires à la fois comme le bras armé de leurs principes politiques et comme le temple de leurs valeurs philosophiques : le souci du rationalisme, le sens de la liberté individuelle et de la tradition égalitaire, l'adaptation aux circonstances et au cadre espace-temps de l'action. Ces idées occidentales ont permis de forger des outils militaires d'une rare efficacité ; outre leur utilité existentielle, ils ont servi à satisfaire de grandes ambitions politiques.

Après huit siècles de domination gréco-romaine et malgré une désorganisation politique qui dura une bonne partie du moyen âge, l'Occident européen parvint à se maintenir en situation de supériorité, comme le démontrèrent plus de deux siècles de croisades. La conquête arabe après l'Hégire au VII<sup>e</sup> siècle fut stoppée à Poitiers en 732 par une « bataille » toute classique. L'Empire ottoman, installé à Constantinople depuis 1453 sur les ruines de Byzance et dominant tout le bassin méditerranéen, fut écarté de ce dernier et vit sombrer ses ambitions hégémoniques avec sa flotte de trois cents galères à la bataille de Lépante en 1571, bataille livrée et gagnée selon le modèle classique de Salamine.

C'est à cette époque de Renaissance que, renouant avec la tradition

gréco-romaine et transformés par les découvertes techniques – imprimerie, arme à feu, physique, astronomie...-, les Européens s'organisèrent en Etats, réinventant un appareil administratif et se dotant d'armées permanentes ; le coût même d'un tel système supposait qu'on s'en servît ! Débarrassés de leurs adversaires orientaux et forts de leur supériorité technique, les Européens entreprirent la conquête du « nouveau monde » en appliquant les mêmes procédés qui avaient assuré leur survie et valu leur domination. Les conquistadors espagnols en furent les artisans emblématiques – comme Cortès au Mexique – suivis pendant près de quatre siècles par les colonisateurs hollandais, anglais et français. La *techné* grecque, renforcée par les découvertes scientifiques au service d'Etats organisés, devait faire merveille durant les Temps modernes, assurant à l'Europe un ère de supériorité exceptionnelle. Elle aboutit au XVIII<sup>e</sup> siècle à la formulation d'une démarche stratégique, à la fois art et science de la guerre, démarche raisonnée et rationnelle qui, par le respect des principes de liberté d'action, d'économie des forces et de sûreté des relations, permettait de limiter la part hasardeuse que comporte toute action guerrière et d'atteindre les objectifs poursuivis par la politique.

Les Etats guerriers européens ne pouvaient se satisfaire de la seule course à la domination du monde ; il leur fallait d'abord être assurés de leur propre pouvoir et de leur capacité à agir en temps que puissances dans le concert des nations voisines. En réalité, à l'image des rivalités qui opposèrent Athènes à Sparte, Rome à la Grèce, les Européens n'ont cessé d'entretenir et de perfectionner leur culture de la guerre par une pratique domestique quasi permanente de la guerre. Ainsi les antagonismes franco-anglais, anglo-espagnol et franco-germanique alimentèrent-ils un cycle continu de guerres où, au gré de leurs alliances, les Etats se livrèrent à leur exercice habituel, celui de la confrontation directe. C'est de cette façon qu'ils se sont construits et consolidés, renforçant à mesure leur appareil politico-militaire et leur système stratégique.

Les machines de guerre dont se sont dotés les Etats européens, et qui leur ont permis d'avoir un statut de « puissance », sont alors devenues des institutions essentielles de l'Etat, piliers du pouvoir et garantes de l'ordre interne. Tous les outils stratégiques, sur lesquels nous comptons

encore aujourd'hui, ont pour matrice ce modèle de confrontation entre Etats guerriers : la supériorité par la guerre, la recherche de la confrontation, la « bataille » d'anéantissement, la paix comme aboutissement de la guerre. Et ceux des Etats dont la puissance reposait en premier lieu sur leurs capacités militaires ont été tentés de les utiliser au-delà du raisonnable, transformant leurs querelles de voisinage en affrontements mortels.

On sait les dérives idéologiques par lesquelles ce mécanisme finit par échapper à ses protagonistes. En dépassant les limites qu'ils s'étaient fixés à eux-mêmes – buts territoriaux, cadre espace-temps contraint et précis, règles du jeu –, les Européens se livrèrent quelques batailles de trop, - dont le symbole est celle de Verdun -, où ils mirent en péril leur propre survie. Les deux guerres mondiales signifièrent le déclin de l'Europe – sa sortie de l'histoire guerrière – et le passage de témoin, sur ce plan, de la civilisation occidentale à la puissance américaine.

Les Etats-Unis, protégés du monde par leur insularité, n'avaient eu jusqu'alors pour seul souci que de faire le ménage chez eux et dans leur environnement. Mais déjà la pratique de la stratégie directe leur était familière : pour la création de la nation américaine contre les Anglais, pour la suprématie du Nord sur le Sud pendant la guerre de Sécession où les batailles rangées – comme celle de Gettysburg – ne le cédaient en rien aux carnages européens. Cette guerre de Sécession (1861-1865) fit plus de six cent mille morts. Par atavisme et par pragmatisme, les Etats-Unis adoptèrent la façon européenne de faire la guerre et, par l'effet de leur puissance mondiale, devinrent les champions du camp occidental.

### **La métamorphose de la violence**

La confrontation militaire, poussée à son paroxysme, ne pouvait que conduire à l'excès puis à l'échec de la puissance telle qu'elle était conçue et exercée. En modifiant radicalement les équilibres mondiaux ou en faisant peser une menace terrorisante sur des aspirants belligérants, la guerre classique occidentale se condamnait elle-même. La rupture des savants équilibres européens en 1918, la peur nucléaire à partir de 1945 obligeaient les protagonistes habituels – les puissances – à reconsidérer leurs pratiques. Ce thème de la « métamorphose de la

violence » est développé dans un ouvrage auquel on pourra se référer<sup>4</sup> ainsi qu'au livre de Martin Van Creveld sur le même sujet<sup>5</sup>.

Le changement de paradigme stratégique qui intervint dès la fin de seconde guerre mondiale se concrétisa dans la Charte des Nations unies par l'interdiction qui y était notifiée de la pratique guerrière traditionnelle ; la Charte contraignait les Etats à inverser l'ordre des facteurs en faisant prévaloir le droit sur la force. Ce blocage de la guerre intervint de deux façons différentes qui eurent plusieurs conséquences. S'agissant du premier aspect, les puissances nucléaires et les démocraties, les unes par nécessité, les autres par philosophie politique, ayant renoncé à l'usage « spontané » de la stratégie directe, se devaient de trouver des subterfuges, non seulement pour perpétuer leur modèle d'Etat et exprimer à travers lui leur puissance, mais aussi pour continuer à vider leurs querelles d'intérêts et régler leurs rapports de puissance avec le reste du monde. Sous trois formes au moins, elles s'essayèrent à la conceptualisation puis à la pratique (parfois l'inverse) de modes pour elles inaccoutumés de stratégies indirectes. D'abord par le jeu – « insensé » pour des puissances militaires – de la *dissuasion* ; ensuite par la manipulation des moyens d'information et l'élaboration de la *guerre psychologique* ; enfin par l'élévation de l'économie du rang des techniques à celui de mode d'action stratégique et l'invention d'un concept – discutable – de *guerre économique*.

Le second aspect de cette métamorphose concerne plus précisément le Tiers monde devenu, depuis la dissolution des blocs, le « reste du monde ». Jusqu'alors reconnus par les « puissances » pour leur appartenance à l'un ou l'autre camp, les pays du Tiers monde ont été les principaux bénéficiaires (si l'on peut dire) des changements intervenus dans l'ordre de la guerre. Soit que chacun des blocs antagonistes ait cherché à déstabiliser l'autre en provoquant des incendies dans sa périphérie, soit que ces pays aient trouvé en eux-mêmes des motifs de conflit : libération nationale, lutte pour le pouvoir, querelles ethniques... Le résultat fut le même : d'abord le *surarmement général* de la planète et, dans chaque camp, le recours à des alliés douteux, à des dictateurs corrompus et à des régimes politiques incertains ; ensuite la pratique systématique de la « guerre révolutionnaire » par les peuples colonisés pour acquérir leur indépendance et le succès que connut cette forme de

conflit du *faible au fort*. S'agissant du surarmement de la planète – y compris la tentation pour certains Etats-voyous de poursuivre dans la voie de la prolifération et de se doter d'armes de destruction massive – la tranquillité mondiale en paye aujourd'hui le prix. S'agissant de la guerre révolutionnaire, elle a fait florès : la totalité des acteurs de la trentaine de guerres civiles actuelles et les animateurs des réseaux de grande criminalité s'inspirent de ses pratiques éprouvées et victorieuses depuis un demi-siècle. N'oublions pas en effet que, à l'occasion de ces conflits de décolonisation, les puissances militaires, confrontées à des modes d'action atypiques, ont été défaites « militairement » ; leurs adversaires pourtant « faibles » par comparaison théorique sont parvenus à tenir les « forts » en échec et, même, localement, à renverser en leur faveur le rapport des forces dans des batailles décisives, comme à Dien Bien Phû en 1954.

Le principal enseignement de cette période, où la stratégie indirecte fut de façon quasi exclusive le mode d'expression de la violence des peuples, est que la conflictualité se déroule largement hors du seul exercice de la puissance par la guerre classique. On découvre qu'on peut agir autrement et plus efficacement que par la confrontation à l'europpéenne ; on peut gagner par d'autres méthodes que celles de la bataille frontale. Depuis la fin de la guerre froide, dont le rideau masquait bien des réalités et des problèmes du monde, cette révolution de la pratique guerrière, ce changement paradigmatique de la stratégie, sont apparus en pleine lumière.

Les divers pays du monde se sont diversement intéressés à cette mutation des formes de la guerre. Les Européens, quant à eux, préoccupés de réaliser leur union sur des bases pacifiées et selon un modèle « introuvable », par ailleurs débarrassés de la charge de sécurité par l'omnipotence – omniprésence – américaine, se refusaient délibérément à prendre en compte cette réalité pourtant inquiétante. Libérés de la menace soviétique, ils n'ont en rien modifié leur démarche vers une Union mercantile fondée sur une vision pacifique – et sans doute utopique – du monde. Dans le reste du monde, la fin de la guerre froide a d'abord délivré la plupart des pays de la tutelle que les superpuissances faisaient peser sur eux, qui les privait de toute autonomie stratégique. Ils se sont alors retrouvés, affaiblis, peu

structurés, confrontés à leurs propres difficultés et à celles de leurs voisins. Les problématiques antérieures en ont été amplifiées ; le surarmement, dénoncé ci-dessus, aggravant encore les situations en donnant à certains l'idée d'en venir à l'usage de la force. Le déclenchement des guerres y a été rapide, celles-ci s'étendant comme des incendies dans la population, prenant les villes pour enjeux et pour cibles, armant les enfants, interdisant toute vie économique et jusqu'aux travaux des champs, ouvrant ainsi larges les portes du chaos.

Dans ce contexte du rejet de la guerre par l'Occident et d'une forme de débauche guerrière partout ailleurs, se sont développées, presque naturellement, un certain nombre de menaces alternatives sur lesquelles il n'est pas opportun de s'étendre ici, mais dont l'évocation est primordiale pour la compréhension de la conflictualité contemporaine : les réseaux de criminalité, les Etats-voyous, les cartels de la drogue, les trafiquants d'êtres humains et d'armes, les paradis fiscaux, les mafias...et toutes les organisations qui ont choisi délibérément de se placer dans la prédation, la corruption ou la tricherie, c'est-à-dire « hors la loi ». En quelque sorte, la pente fatale de la violence...

Depuis le 11 septembre 2001, on connaît l'expression paroxystique de cet enchevêtrement de menaces : le *terrorisme* qui n'a aucun besoin de superlatif pour exprimer ce qu'il est et entretenir le monde dans une légitime inquiétude. En fin de compte, plus de cinquante ans après l'événement *terrible* d'Hiroshima, qui marque à la fois l'issue et l'échec de la guerre « occidentale », c'est à nouveau à un mode terrorisant de la violence que notre humanité civilisée est confrontée. Nous sommes sortis à deux reprises – par le haut en 1945, par le bas en 2001 – de la logique de la guerre pour nous laisser finalement à chaque fois entraîner sur des terrains conflictuels peu familiers et dont notre civilisation n'a manifestement pas la maîtrise. C'est dans ce contexte stratégique instable et défavorable qu'il faut resituer les attitudes respectives des Américains et des Européens à l'occasion de la question du Moyen-Orient en ce printemps 2003.

## Le recours à la guerre

Dans ces conditions d'une situation insaisissable et dangereuse, on serait tenté de donner raison à Brecht lorsqu'il fait dire à sa *Mère Courage* : « *La paix c'est la pagaille, pas autre chose, seule la guerre crée l'ordre* ». On aurait pu croire pourtant, à l'énoncé de la problématique évoquée ci-dessus, que les démocraties libérales – l'Occident – et à leur tête les Etats-Unis, en étant les instigateurs, bénéficiaient principalement de cette mondialisation savamment désordonnée. C'est la thèse « économiquement » séduisante d'Alain Joxe sur un chaos impérial<sup>6</sup>, mais dont les manifestations intempestives finissent par contrarier l'exercice de la puissance, rendant hypothétique le retour à un ordre maîtrisé et donc à une réelle domination « politique » du monde. C'est la porte grande ouverte à une poly-polarité du monde et la meilleure voie vers le « choc des civilisations » prédit avec pertinence par Samuel Huntington. Ce qui est en jeu en ce début de siècle, c'est rien moins que la façon dont les Occidentaux, à l'image de Charles Quint « porteur du globe terrestre », dominent la planète depuis vingt cinq siècles. La supériorité technique, économique, militaire et, sans doute politique, de l'Amérique et de l'Europe, qui paraît pourtant à son apogée, n'est pas seulement enviée et copiée par les pays émergents, elle est aussi contre-battue en profondeur par des opposants déterminés, qui exploitent les vulnérabilités des systèmes occidentaux par toutes sortes de stratégies insidieuses ou parallèles, et en tout cas par des modes de conflictualité déstabilisants.

Face à cette situation inquiétante, qui va entraîner à terme proche une redistribution des cartes, les réactions des principaux acteurs mondiaux reflètent la diversité de leurs situations et cultures stratégiques.

Après le traumatisme du 11 septembre 2001,- et sans doute bien avant -, les Etats-Unis ont décidé de mettre un terme à cette dérive anarchique. A l'évidence pour eux, la gestion de la conflictualité par la communauté internationale et son Conseil de sécurité a abouti à un échec. Ils reprennent volontiers pour leur compte l'appréciation autrefois formulée par le Général de Gaulle sur le « machin ». Leur détermination d'en terminer avec cette « chienlit » et/ou d'un retour à l'ordre implique, faute d'autre méthode crédible, l'imposition de cet ordre par l'exercice

de la puissance militaire. Ils ont admis avec Jean Baudrillard qu' « *un pouvoir intégral qui ne se fonde plus que sur la prévention, la dissuasion, la sécurité et le contrôle, ce pouvoir-là est symboliquement vulnérable... C'est cette défaillance interne de la puissance mondiale que révèle le terrorisme à sa manière* »<sup>7</sup>. Il leur faut non plus montrer la force mais faire parler la poudre. C'est dans la logique de leur culture et de leur conception des relations internationales. La supériorité du modèle occidental dont ils sont les héritiers repose, de leur point de vue, sur l'exercice de la puissance militaire. Ne pas s'en servir, ce serait un immense gaspillage économique - 380 milliards de dollars du budget de la défense -, puis un contresens politique et donner raison à Mao qui les traitait de « tigres de papier ». Ce serait aussi mettre en cause leur courage, leur engagement, leur sens de la liberté ! Raisonnement qui s'inscrit dans la plus pure tradition romaine. Mais raisonnement aberrant à ce niveau de puissance : on tremble à l'idée d'un éventuel conflit sino-américain dans les vingt prochaines années. Et raisonnement qui apparaît surtout en porte-à-faux avec les réalités du monde contemporain.

En effet, le monde de 2003 n'est plus celui de 1989, encore moins celui de 1945, évolutions qu'on a tendance sinon à escamoter du moins à sous-estimer. Les expériences réussies de stratégies du faible au fort, les effets indirects de la mondialisation ont changé en profondeur la perception et la nature même des « rapports de forces » ; il paraît aujourd'hui utopique d'imaginer pouvoir « assujettir » le reste du monde à la manière dont les Occidentaux le firent au XIX<sup>e</sup> siècle. La bataille d'anéantissement ou le carnage « en direct », outre son inefficacité désormais avérée, ne serait plus tolérés par les opinions publiques et donc politiquement dévastatrices. C'est pourquoi le retour de la guerre dans le traitement des problèmes mondiaux présente des risques sérieux de dérapages et d'engrenages fatals, et surtout celui de ne pas atteindre le but recherché : l'apaisement.

Le premier risque se situe au niveau de la communauté internationale et des règles de droit dont elle est l'émanation et dont elle assume la garantie. Il s'agit du respect des principes fondamentaux qui structurent la Charte des Nations unies, à commencer par le parti pris du maintien de la paix, au pire de son rétablissement, contre le recours à la guerre, au pire contre la stratégie « préemptive ». L'unilatéralisme dont se

prévalent les Etats-Unis dans le règlement des questions de sécurité ne peut que vider de sa substance l'Organisation des Nations unies. Or, celle-ci, outre le forum que constituent l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, est un outil indispensable de toute politique mondiale par la diversité et l'efficacité de ses nombreuses filiales ; l'affaiblissement de la FAO ou de l'OMS par exemple porterait un coup fatal aux tentatives de rééquilibrage du monde. Ce premier risque sous-tend celui, « déchirant », d'une rupture des solidarités naturelles entre Occidentaux.

Le deuxième risque, nous l'avons vu, concerne la guerre elle-même. La transformation de la conflictualité rend hasardeuse l'application mécanique du rapport des forces, telle qu'elle a pu l'être en 1943-45 en Europe ou pendant la guerre de Corée, ou même lors de la guerre du Golfe en 1991. Le contexte général de l'adversité a changé du tout au tout depuis la disparition de l'ennemi soviétique et la montée d'inimitiés atypiques. Les « nouveaux » ennemis se sont adaptés aux circonstances et refusent de se laisser prendre au piège de la bataille frontale. Ils exploitent à fond la confusion civilo-militaire, la guérilla urbaine, tout ce qui peut accentuer l'asymétrie des forces, obligeant ainsi les tenants de la puissance à s'aventurer sur des terrains impraticables et à y subir des modes d'action défavorables, et ce sous l'œil critique - et voyeur - des caméras de télévision. Les premières semaines de la guerre en Irak en mars-avril 2003 confirment ce changement des conditions du « champ de bataille » et de son environnement politico-médiatique.

Mais les dirigeants américains ont-ils seulement pris conscience des risques qu'ils encouraient pour leur pays et ceux qu'ils faisaient prendre au monde entier du fait même de leur puissance ? L'excès de leur domination ne leur cache-t-il pas ces réalités ? On voit bien, à l'occasion de la crise irakienne, que les risques pris – et les erreurs commises – par les Américains relèvent effectivement, d'une part de l'arrogance et du mépris des autres que leur confère la supériorité technique, d'autre part de l'aveuglement auquel peut conduire une vision du monde irréaliste. On est alors en droit de douter aussi bien de la qualité de leur « appréciation de situation » - efficacité des systèmes de renseignement – que de leur capacité à « penser la guerre » ou, plutôt à repenser la conflictualité - adéquation de leur réflexion stratégique. Le modèle de

guerre occidental auquel ils ont recours autant par penchant que par nécessité requiert un certain nombre de conditions qui ne semblent plus réunies : l'acceptation de la mort, le sacrifice des siens comme l'anéantissement des Autres, parce que la bataille pour être significative doit se payer du prix du sang ; la cohérence stratégique entre les moyens et les fins, entre les politiques et les militaires ; le respect des « lois de la guerre », c'est-à-dire la prise en compte de l'environnement géographique et une juste considération pour l'ennemi. Facteurs que, dans leur hâte d'en découdre, les Etats-Unis ont apparemment sous-évalués. Risques excessifs et incohérences stratégiques font craindre en ce printemps 2003 que le recours à la guerre par les Etats-Unis contre l'Irak constitue une erreur historique et une faute politique. Réponse en tout cas simpliste face à la complexité du monde et, de notre point de vue « humaniste », en total décalage avec la situation.

### **La « nouvelle » Europe**

Dans ces circonstances, les pays européens ont été conduits à prendre des positions divergentes. Un premier groupe, où se distinguent l'Angleterre et l'Espagne – nostalgies d'empires et conservatismes traditionnels – s'accroche à l'idée ancienne de puissance et à ses apparences ; « vieilles nations », elles sont par nature, dans le camp américain, celui du plus fort, même si leurs opinions publiques, averties des réalités du monde et sceptiques devant l'emploi de la force, n'approuvent que partiellement l'engagement pour la guerre américaine de leurs dirigeants, dont la pérennité est ainsi dépendante des événements.

S'agissant des autres pays, notamment d'Europe centrale et orientale, leur alignement inconditionnel et précipité derrière les Etats-Unis peut se comprendre, mais ne prête guère à conséquence autrement qu'en termes d'effet psychologique, d'une part si on estime leur poids réel à l'aune de l'influence politique, d'autre part si on se souvient que ce sont pour la plupart d'anciennes terres d'empires, n'ayant jamais eu d'autonomie stratégique et ayant pour tradition d'épouser les thèses de leurs protecteurs.

Reste la colonne vertébrale de l'Europe continentale, représentée par

le duopole Paris - Berlin, mais dont l'axe pourrait bien, en toute logique, se prolonger jusqu'à Moscou, si on se réfère à l'idée européenne visionnaire du Général de Gaulle, celle d'une Europe « de l'Atlantique à l'Oural ». La France et l'Allemagne constituent le noyau central de cette Europe reconstruite sur les ruines du XX<sup>e</sup> siècle. C'est autour de la réconciliation de ces deux « puissances » que se sont agglomérés treize autres pays qui seront bientôt vingt-cinq. Il paraît essentiel de comprendre ce que peut avoir d'original et de rénovateur ce projet franco-allemand pour l'Europe si on veut envisager son rôle géostratégique dans le monde remodelé de ce début du XXI<sup>e</sup> siècle. Il faut d'abord rappeler à cet égard qu'en 1945 l'Europe qui nous préoccupe, centre idéologique, réservoir de puissance, matrice de la guerre depuis trois siècles, a été prise en tenailles par les deux Grands et placée sous leur tutelle, à l'Est comme à l'Ouest. Vidée de sa substance pendant quarante ans de guerre froide, cette Europe s'est lancée dans sa reconstruction sur les seules bases qui lui étaient possibles, celles de l'économie de marché, c'est-à-dire sur le consumérisme et sur l'insignifiance politique. Selon l'expression forte de Peter Sloterdijk, les pays européens ont connu « *l'inconsistance du vide* »<sup>8</sup>. Ecartés brutalement de l'Histoire par la guerre, malgré quelques sursauts épisodiques, ils se sont trouvés en état de sujétion et, de ce fait, en vacance stratégique.

La fin de la bipolarité en 1989-90 a redistribué radicalement ces cartes et, en lui rendant théoriquement la dimension mondiale qu'elle avait perdue en 1917, donne à l'Europe une chance exceptionnelle de reprendre le cours de son destin : celui que lui confère l'invention de la modernité. Mais avec quels moyens ? On ne peut reprocher à Robert Kagan<sup>9</sup> d'insister sur la disparité des forces entre les Etats-Unis et l'Europe et de dénoncer l'illusion entretenue par certains Européens d'une vision commune aux uns et aux autres. Son analyse de la « puissance » américaine est fondée ; encore qu'il aurait avantage à considérer de près les arguments d'Emmanuel Todd la relativisant dans son « essai sur la décomposition du système américain »<sup>10</sup>. Mais sa prétention à fustiger une soi-disant « faiblesse » européenne manque autant de pertinence que de réalisme. S'adressant à l'Europe du XXI<sup>e</sup> siècle, Robert Kagan se trompe et de lieu et d'époque. Ni sur le plan

économique ni dans le domaine culturel, son accusation d'inconsistance européenne ne paraît sérieuse. Son observation se cantonne aux capacités politiques et stratégiques, telles qu'un Américain peut les concevoir de son point de vue. Elle souligne que les principaux pays européens visés – la France et l'Allemagne – ont fait le choix de modèles socio-politiques avancés et ne disposent plus d'outils militaires de puissances. Mais il est ridicule de prétendre que ces peuples sont pour autant devenus lâches et pacifistes. Leur conception du futur européen et de ses relations avec le monde n'est tout simplement pas fondée sur les mêmes arguments qui nourrissent la vision américaine.

Contrairement à l'immense île américaine, l'Europe fait partie du vaste continent mondial, cette Eurasie où vivent les deux tiers d'une humanité en pleine mutation. Aucune doctrine de Monroe ne pourrait les abriter des fluctuations de ce monde. Contrairement à la puissance américaine, l'Europe a été ravagée et rabaissée par deux conflits mondiaux, assujettie par le troisième. Aucun attentat terroriste, si dévastateur soit-il, n'effacera l'horreur des hécatombes européennes. L'Europe sait donc d'expérience, non seulement le coût humain de la guerre mais aussi sa propension à exagérer les problèmes qu'elle prétendait régler. Comme l'écrit Régis Debray : « *Entre Bismarck et Wilson, il faut choisir...Parce qu'elles ont fait l'expérience des illusions de la force brute, la France et l'Allemagne connaissent les impuissances du simplisme et les dangers du messianisme* »<sup>11</sup>. Pour ces raisons liées à l'histoire et aux circonstances actuelles, l'Europe ne veut pas reconstituer le modèle d'empire qu'elle a revendiqué et perpétué en son temps pour son malheur. Comme elle a su construire, sur les ruines d'autres empires, le modèle indépassé d'Etat nation, elle ambitionne d'inventer un nouveau modèle qui fasse revivre « *l'esprit européen* » cher à Paul Valéry.

\*

Cette Europe en gestation ne peut avoir d'autre rôle que celui de « médiateur » du monde, un espace de sécurité certes, mais aussi un lieu de rencontre avec le reste du monde où se pense l'avenir politique des hommes. Non comme le centre d'une puissance désormais inutile et

contre-productive, mais un nouvel espace d'intelligence et d'acceptation du monde, le lieu du « *refus du mépris de l'homme qui habite tous les impérialismes* »<sup>12</sup>. Une Europe, soucieuse de ses responsabilités politiques, mais consciente des réalités et désireuse de ne pas ajouter au malheur du monde, en particulier de remettre l'emploi de la force à sa juste place : le dernier recours. Il s'agit dès lors pour cette « nouvelle Europe », non de s'opposer à une Amérique, héritière de certaines traditions occidentales et tenante de l'exercice de la puissance coercitive et dominatrice, mais de se proposer comme une alternative. En harmonisant entre ses membres les principaux arguments d'un concept réaliste de sécurité au détriment d'une pratique aléatoire du rapports des forces, elle rendrait un service historique tant à l'humanité entière qu'à la puissance américaine. Elle renouerait alors avec ses plus profondes traditions civilisatrices.

*Ce texte a été publié dans le numéro 14 d'AGIR, au printemps 2003.*

#### Notes :

<sup>1</sup> Le Monde, 18 mars 2003.

<sup>2</sup> John Keegan, *L'Histoire de la guerre*.

<sup>3</sup> Victor Davis Hanson, *Carnage et culture*, Flammarion, Paris, 2002.

<sup>4</sup> Eric de La Maisonneuve, *La Violence qui vient*, Arléa, 1997.

<sup>5</sup> Martin Van Creveld, *La Transformation de la guerre*, Editions du Rocher, 1998.

<sup>6</sup> Alain Joxe, *L'Empire du chaos*, La Découverte, 2002.

<sup>7</sup> In Libération du 10/03/03.

<sup>8</sup> Peter Sloterdijk, *Si l'Europe s'éveille*, Mille et une nuits, 2003.

<sup>9</sup> Robert Kagan, *La Puissance et la faiblesse*, Plon, 2003.

<sup>10</sup> Emmanuel Todd, *Après l'Empire*, Gallimard, 2002.

<sup>11</sup> In Le Point du 28/02/03.

<sup>12</sup> Peter Sloterdijk, op. cit.